

d'idées. Déterminé, équilibré, finement autoritaire, sensible, très organisé, il apparaît comme l'antithèse de l'homme pressé.

● Edouard BALLADUR, *Dictionnaire de la réforme*, Paris, Fayard, 1992. — Claire CHAZAL, *Balladur*, Paris, Flammarion, 1993.

J.-P. COINTET.

→ CHIRAC, COHABITATION, GAULLISME, POMPIDOU, PREMIER MINISTRE, PRIVATISATIONS, RPR.

## BANLIEUE ROUGE

L'expression banlieue rouge exprime plusieurs réalités conjointes : c'est d'abord un mythe politico-stratégique né au milieu des années 1920, peu de temps après la scission de Tours, exprimant en la déformant la rencontre du jeune parti communiste (SFIC) avec une fraction limitée de la classe ouvrière banlieusarde parisienne ; c'est aussi l'organisation autour des municipalités communistes et de leurs réseaux associatifs de communautés ouvrières structurées à la fois par un projet politique révolutionnaire, par un fort enracinement local et par l'épanouissement des sociabilités populaires ; c'est enfin une formation sociale qui dure du milieu des années 1920 à la fin des années 1960, et assure au PC une assise électorale jusqu'à la fin des années 1970.

Cette configuration — une ville-centre bourgeoise et conservatrice entourée d'une périphérie plus populaire, voire prolétaire, et acquise aux partis du mouvement ouvrier — n'est bien sûr pas exclusivement parisienne ; les communes de la banlieue industrielle lyonnaise, Vénissieux, Villeurbanne, Vaux-en-Velin, Oullins, sont, à partir de l'entre-deux-guerres, dotées de municipalités communistes ou socialistes SFIO, et donc plus à gauche que le Lyon républicain d'Edouard Herriot ; Milan et sa banlieue industrielle dont Sesto San Giovanni est le symbole, Turin et Gênes ont présenté les mêmes contrastes. Mais, comme l'écrivait Philippe Ariès en 1956, seule la banlieue parisienne a connu de façon radicale « ce phénomène extraordinaire en Europe » de création de communautés ouvrières « insulaires » à forte identité communiste.

### *Réalités électorales et amplification mythologique*

La crainte et le rejet des marges urbaines — faubourgs, zone ou banlieue des « cayennes », ces usines sordides où le prolétariat parisien refusait d'aller travailler jusqu'aux années 1890 — datent au moins des débuts de la révolution industrielle. Cet héritage, alourdi par le traumatisme de la Commune qui s'achève dans le sang aux lisières de Paris, explique pour une part la naissance du mythe de l'encercllement de la capitale par une ceinture de bastions communistes après les consultations électorales de 1924 et 1925. Les élections législatives du 11 mai 1924 créent un effet de surprise considérable ; l'influence électorale communiste s'établit à un niveau élevé : 26 % des inscrits en Seine-banlieue, 24,2 % en Seine-et-Oise. En Seine-banlieue, la liste du Bloc ouvrier et paysan a 9 élus, Paul Vaillant-Couturier en tête. Ce succès tranche avec des résultats nationaux médiocres et avec la défaite de la gauche aux législatives de 1919 en banlieue devant le Bloc national. Le 13 mai 1924, *L'Humanité* publie un retentissant article de Paul Vaillant-Couturier, intitulé « Paris encerclé par le prolétariat révolutionnaire ! », qui fonde du côté communiste la rhétorique de la banlieue rouge. La participation violente des communistes venus de banlieue et des quartiers périphériques de la capitale à la cérémonie de transfert des

ces cendres de Jaurès au Panthéon le 24 novembre 1924 achève de fixer la géographie de la peur sociale, qui sera amplifiée par la conquête par les communistes de quelques municipalités, dont Ivry, aux élections municipales de 1925. Un article du même Vaillant-Couturier dans *L'Humanité* du 25 novembre 1924 décrit cette manifestation comme la première « journée » de la révolution communiste. La campagne antibolchevique de l'après-guerre, particulièrement virulente en banlieue où l'image célèbre du bolchevik au couteau entre les dents est largement diffusée par le Bloc national lors des élections de 1919, comme la campagne anticommuniste des années 1920 sur le thème du parti de l'étranger, expliquent aussi le développement de la psychose. Quelques livres marquants (Edouard Blanc, *La Ceinture rouge* [1927], Gustave Gautherot, *Le Monde communiste* [1927], et surtout la grande enquête du père Lhande, *Le Christ dans la banlieue* [1927]) lui donnent consistance, sur fond de crise de croissance de l'agglomération due à la poussée des lotissements défectueux.

Désorganisé par la bolchevisation (1924) et paralysé par la tactique « classe contre classe », le PC français se réduit malgré la crise des années 1930 à une secte isolée, provocatrice et sans poids électoral. De 1928 à 1932, il maintient difficilement ses positions en banlieue et gère 11 municipalités, dont Ivry, Bobigny et Saint-Denis, sur les 80 de Seine-banlieue, et quelques communes très ouvrières, telle Bezons conquise en 1925 en Seine-et-Oise. La faiblesse de cette implantation n'empêche nullement l'enrichissement du thème de la ceinture rouge. Communistes et forces de droite emploient les mêmes arguments dont sont simplement inversées les conséquences. La banlieue, terre déshéritée, vouée inéluctablement à la révolte puis à la révolution, encercle une capitale où « les rupins font la noce » et qui concentre ordre, civilisation et symboles de l'Etat bourgeois et capitaliste ; pour les communistes, toutes les communes de la banlieue ouvrière doivent tôt ou tard devenir des bastions rouges. Catholiques, conservateurs et radicaux s'assignent comme mission la reconquête sociale et politique de la ceinture rouge.

Le Front populaire est un temps de paradoxal apogée. Aux élections municipales de mai 1935, la ceinture rouge se réalise grâce au climat d'union antifasciste : 26 communes de Seine-banlieue et 29 en Seine-et-Oise sont dirigées par des élus communistes ; 27 députés communistes sur un total de 72 sont en 1936 des élus de la banlieue. En 1935, les adhérents de la région parisienne représentent jusqu'à 36 %, un record, du total des membres du PC. Des dirigeants communistes d'envergure nationale, Maurice Thorez, secrétaire général, Paul Vaillant-Couturier, rédacteur en chef de *L'Humanité*, sont élus en banlieue. Une géographie durable se dessine, qui reste pour l'essentiel valable jusqu'en 1977 ; sont rouges les boucles industrielles de la Seine : Nanterre, Colombes, Gennevilliers, Epinay-sur-Seine et, au-delà, Argenteuil et Bezons ; la plaine Saint-Denis industrielle apparaît comme une anomalie temporaire : Saint-Denis en dissidence doriotiste et Aubervilliers solidement tenu par Pierre Laval interrompent la ceinture rouge qui reprend à Stains, commune d'habitat très populaire ; le bloc massif de l'est et nord-est comprend des communes de lotissements pauvres, comme Bobigny, et de grosses communes industrielles comme Montreuil. Ici prend racine l'hégémonie sur la future Seine-Saint-Denis, l'ancienneté des implantations jouant un rôle considérable. Au sud et sud-est, aux communes industrielles de la vallée de la Seine, Ivry, Vitry, Alfortville, Villejuif, s'ajoutent les zones bouleversées par la croissance urbaine : Bagneux, où la victoire de la liste Front populaire à direction communiste est due aux conséquences de la construction d'une importante cité de HBM, la cité du Champ des Oiseaux ; Orly, Athis-Mons et Paray-Vieille-Poste, où les mal-lotis pataugent dans la boue, Issy-les-Moulineaux, Clamart, Malakoff complètent l'encercllement vers le sud. Des pôles de

résistance au communisme municipal, durables eux aussi, se lisent sur la carte de 1935 : communes socialistes revenues dans le giron de la vieille maison, comme Boulogne-Billancourt ou Suresnes, villes résidentielles comme Neuilly, Nogent, Le Perreux, communes restées rurales comme Créteil. Mais le Front populaire entérine le déclin électoral du socialisme SFIO en banlieue, faiblesse avérée, hors quelques bastions traditionnels, jusqu'aux années 1960. Ce triomphe électoral s'accompagne d'un abandon du thème de la ceinture rouge par les communistes, au profit d'un discours technicien et moderniste sur la nécessité d'aménager la région parisienne. Virage qu'explique aisément une stratégie de prise en charge globale des intérêts nationaux, qui rend obsolète la survalorisation d'un espace prolétarien voué à la révolution.

Les ruptures de la guerre — signature du pacte germano-soviétique, interdiction du PC et de ses municipalités, déchirements internes de l'appareil et des élus — n'altèrent pas la stabilité des équilibres électoraux. Aux premières élections d'après guerre, les municipales d'avril 1945, le parti communiste, dirigeant seul ou en association avec la SFIO des listes d'Union patriotique de la Résistance, remporte 60 des 80 communes de la Seine, dont 50 élisent un maire communiste. A Argenteuil, une liste unique d'Union républicaine et antifasciste, où le PC est majoritaire devant la SFIO et le MRP, recueille 90 % des suffrages. La Guerre froide, la rupture avec la SFIO et l'arrivée du RPF en banlieue écornent sans la modifier l'implantation communiste, qui résiste même à l'assaut lancé par l'UNR aux élections municipales de 1959. Même si, aux législatives de novembre 1958, le PC, qui a perdu 30 % de ses voix au plan national, a connu d'éclatants échecs dans la ceinture rouge, comme la perte de son siège par Mathilde Gabriel-Péri dans la circonscription d'Argenteuil-Bezons-Sannois face au candidat UNR ; perte qu'expliquent le vote gaulliste sur des enjeux nationaux, l'abstention, très rarement le transfert vers la SFIO.

De la Guerre froide à la V<sup>e</sup> République, la ceinture rouge devient une réalité figée et un cliché du débat politique. Elle fournit troupes et cadres aux manifestations les plus dures de la Guerre froide. Ainsi le 28 mai 1952, en pleine période d'activisme ultra-gauchiste, le PC et la Fédération de la Seine organisent contre la venue à Paris du général Ridgway, commandant suprême en Corée, une manifestation très dure où les militants se rendent armés de manches de pioches, de boulons et de pancartes en fer. Deux mille manifestants de banlieue venus à pied d'Aubervilliers affrontent la police dans le nord de Paris. Au métro Stalingrad, débordée, la police tire, faisant un mort parmi les manifestants, Belaïd Hocine, ouvrier algérien d'Aubervilliers. Les municipalités communistes, petites démocraties populaires, préfigurent alors l'avenir du communisme réalisé, par une systématisation des expériences ébauchées dans les années 1930 et dans un climat de stalinisme triomphant. Les élections du 2 janvier 1956 confirment la simplicité sociologique massive du vote communiste parisien. A Paris comme en banlieue existe une corrélation marquée entre vote communiste et pourcentage d'ouvriers dans la population active ; de plus les ouvriers votent plus souvent communiste là où ils forment la plus grande partie de la population : à Neuilly, moins de la moitié des ouvriers votent communiste ; à Saint-Denis, cette proportion s'élève au moins à 90 %. Pour l'ensemble de la ceinture rouge, les deux tiers des électeurs ouvriers ont voté communiste et les quatre cinquièmes des électeurs communistes appartiennent à la classe ouvrière. Vote de classe pour un parti qui s'autoproclame parti de la classe ouvrière certes, mais d'une classe ouvrière resserrée dans ses bastions, quartiers populaires parisiens des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> arrondissements, communes rouges comme Ivry, Villetaneuse ou Bobigny. Adhésion communautaire plus que choix politique individuel, politisation passive plus qu'approbation d'une ligne politique.

Dans les années 1960, la réflexion sur le communisme municipal remplace les fantasmes nés dans l'entre-deux-guerres, avec une reconnaissance presque consensuelle des capacités gestionnaires des maires communistes : selon un sondage IFOP de 1964, 44 % des Français jugent positive l'action locale du PCF, alors que 38 % seulement jugent positive son action au plan national. Est soulignée l'originalité de la gestion communiste, fortement revendiquée par les intéressés : impôts directs massivement payés par les entreprises de la commune par le biais de la taxe sur les locaux à usage professionnel, réduction de la fiscalité indirecte, politique de redistribution par le biais des tarifs des colonies de vacances, cantines, patronages, centres sociaux, priorité à l'enseignement et à l'aide sociale, subventions municipales aux associations proches du PC, enfin préférence marquée pour l'habitat collectif. Grâce à la densité de l'encadrement municipal et militant, la presse hebdomadaire est massivement diffusée : 500 000 lecteurs de *L'Humanité-Dimanche*, 13 publications en Seine-banlieue, 2 en Seine-et-Oise, 2 en Seine-et-Marne. En 1963 encore, la moitié de la souscription nationale permanente du PC est collectée en banlieue parisienne. A partir des débuts de la V<sup>e</sup> République, le PC se fait le défenseur des libertés communales face au pouvoir central, et s'oppose ainsi au schéma directeur d'aménagement de la région parisienne. Le redécoupage administratif de la région parisienne par la loi du 10 juillet 1964, suivi du remodelage des circonscriptions par la loi du 12 juillet 1966, fait la part du feu, sépare Paris du reste de la Seine, abandonne la Seine-Saint-Denis au communisme et manifeste une volonté de reconquête des Hauts-de-Seine alors que l'avenir politique du Val-de-Marne paraît incertain. Le système fonctionne jusqu'à l'apogée électorale de 1977 où, malgré les progrès nationaux considérables du PS et les mutations socio-économiques de l'agglomération, les électeurs de la proche banlieue accordent une prééminence au communisme municipal : 46 municipalités communistes en 1971, 54 en 1977 dans la première couronne, auxquelles s'ajoutent en deuxième couronne des conquêtes : Poissy, Les Mureaux, Mantes-la-Ville, ou la confirmation d'implantations récentes : Montereau, Palaiseau, Savigny-sur-Orge. Les élections législatives de 1978 confirment qu'appuyé sur son implantation traditionnelle, le PC est le premier parti de gauche en Ile-de-France.

Mais les effets retardés des mutations internes de l'agglomération, la nationalisation des votes qui rend volatil l'électorat captif des bastions, la montée de l'absentéisme — 45 % à Aubervilliers, Bobigny et Stains en 1989 —, l'effondrement international et les dissensions nationales du mouvement communiste, enfin la raréfaction et le vieillissement des notables municipaux entraînent un déclin électoral brutal. En juin 1981, le PC perd 11 sièges sur l'ensemble de la banlieue ; fortement amorcée en 1983, la rétraction de l'empire municipal communiste (F. Platone, 1990) s'amplifie en 1989 : 41 municipalités communistes de plus de 30 000 habitants en 1977, 27 en 1989. Cependant, malgré un affaiblissement en grande couronne et grâce à une bonne résistance dans la petite couronne, particulièrement nette en Seine-Saint-Denis où le PC conserve 19 des 20 municipalités de 1983, le caractère « francilien » du communisme municipal s'accroît. L'omniprésence médiatique de la crise des banlieues conduit au retour du thème de la banlieue rouge, sur la disparition de laquelle portent les interrogations.

#### *Sociétés ouvrières, culture de périphérie*

La banlieue rouge est d'abord liée à l'industrialisation consécutive à la Grande Guerre et au boom des années 1920 ; en 1954, les trois départements de la région parisienne comptent plus de la moitié du total national des emplois pour l'automobile, les constructions électriques et la mécanique de précision, hypertrophie

industrielle dénoncée dès les lendemains de la guerre. A partir de 1963, la DATAR programme la décentralisation des industries de la région parisienne, qu'aggravent les délocalisations transnationales des années 1990. Conscientes du danger, les municipalités communistes se sont d'ailleurs accrochées à leurs industries : POS empêchant les réaffectations non industrielles — ce qui entraîne des friches quand les entreprises ne sont pas remplacées —, préemption sur les terrains mixtes, frein à la tertiarisation. C'est qu'elles reposaient souvent sur une base sociale très ouvrière, où les actifs de la métallurgie étaient considérés comme une aristocratie dirigeante : Ivry compte 66 % d'ouvriers parmi les actifs en 1931, Nanterre 62 % en 1962. Prédominance ouvrière qui permet une double organisation en cellules locales et en cellules d'entreprises, liées à l'union locale CGT regroupant les syndicats autour des « métallos ». Le départ de l'industrie défait le système ; à Nanterre la fonderie Monttupet est fermée en 1982, l'usine Citroën est transférée ; elles sont remplacées par de petites et moyennes entreprises du tertiaire ; les couches moyennes salariées dominent la population résidente et la principale composante de l'union locale CGT n'est plus le syndicat de la métallurgie mais celui des employés communaux. Phénomène de classe donc, mais sans schématisme : l'implantation communiste n'est pas toujours liée à une classe ouvrière organisée dans ses usines ; des communes-dortoirs ouvrières, ou des communes peuplées de couches moyennes salariées, ont pu devenir comme Sarcelles entre 1965 et 1984 ou Sèvres de 1971 à 1983 d'éphémères municipalités d'union de la gauche à direction communiste.

Le communisme banlieusard a prospéré dans les zones de croissance démographique rapide : dans l'entre-deux-guerres, comme entre 1956 et 1966 dans les grands ensembles de Bagneux ou d'Orly, le nombre de voix communistes augmente avec la population. Il a tiré parti de la longue crise du logement populaire que l'agglomération parisienne a connue des années 1920 jusqu'à la construction des grands ensembles. Les zones de sous-équipement urbain, lotissements des années 1930 ou le Sarcelles où s'installe Henri Canacos au début des années 1960, ont été ainsi propices au déploiement de la fonction tribunitienne du PC. D'où d'ailleurs le choix du tout social locatif de l'après-guerre, qui paraissait satisfaire les besoins des populations et regrouper un électoral populaire. Le communisme municipal a longtemps profité de la crise urbaine ; celle d'aujourd'hui — dégradation du parc social locatif, risque de ghettos, fuite des couches ouvrières et salariées, remplacées par des immigrés, loin des grands ensembles — se retourne contre lui et ne lui laisse que des stratégies conservatoires et défensives.

L'invention du communisme municipal par les élus de banlieue a joué un rôle considérable dans la cohésion de la banlieue rouge. Le rapport de Jacques Duclos en 1956 au Congrès du Havre sur « Les municipalités au service des masses laborieuses » indique les priorités traditionnelles : vieux, école, santé, logement, jeunesse. A partir des années 1960, s'ajoute la découverte de la dimension culturelle ; Aubervilliers se dote d'un théâtre ; en 1963 Bernard Sobel, accueilli par la municipalité, fonde le Théâtre de Gennevilliers. Une utilisation militante des avant-gardes — école Karl-Marx de Villejuif construite par Lurçat en 1933, ou maison de la culture de la Seine-Saint-Denis contemporaine — a d'ailleurs fait de la banlieue un banc d'essai de la modernité.

Les maires communistes sont le pivot du système : anciens militants voués à la carrière municipale, notables proches et dévoués, principe d'identification à la commune, ils font bénéficier leur parti de leur charisme à dimension locale. Jean-Marie Clamamus, maire de Bobigny de 1919 à 1944, Louis Péronnet, maire de Bezons de 1926 à 1961, Victor Dupouy, maire d'Argenteuil de 1935 à 1977, montrent

l'importance de la continuité. Le maintien de l'hégémonie politique locale est un objectif permanent, qui conduit à la mise en tutelle ou à la marginalisation des autres courants, comme à l'emploi de méthodes violentes ou illégales, telle la fraude électorale aux municipales de 1983. Le plus souvent cependant, la domination communiste était le produit d'un réel consensus local ; ainsi en 1962, les vingt-deux directeurs d'écoles d'Aubervilliers, dont aucun n'est communiste, appellent tous à voter pour Waldeck-Rochet. La densité du réseau d'organisations municipales ou militantes, la fréquence des fêtes locales, la politisation de l'espace quotidien grâce aux noms des rues et des cités, ont créé un patriotisme communal mêlant le local et l'appartenance de classe, longtemps facteur d'épanouissement des sociabilités populaires ; culture du pauvre, mais d'une classe ouvrière fière d'être repliée sur ses valeurs politiques et sur un territoire périphérique.

Ce modèle de gestion locale est en crise : l'individualisme entraîne le déclin des adhésions collectives, la transmission des valeurs militantes paraît interrompue par le chômage et la désindustrialisation et les jeunes de la « galère » sont massivement étrangers à la culture ouvrière de leurs parents. Le double phénomène de paupérisation et d'embourgeoisement des communes de banlieue détruit les enracinements sociaux traditionnels et pose de difficiles problèmes stratégiques à un parti qui a globalement manqué les couches moyennes salariées. Se maintiennent le vote communiste protestataire d'un électorat volatil et vieillissant, parfois séduit par l'extrême droite, et les municipalités bénéficiant du poids des traditions. Mais la disparition conjointe d'un mythe politique mobilisateur et de la réalité sociale dont il était l'expression laisse un vide symbolique que ne comble pas l'expression médiatisée de la crise sociale des périphéries.

- **1. Instruments de travail :** Annie FOURCAUT (éd.), *Un siècle de banlieue parisienne (1859-1964)*, Guide de recherche, Paris, L'Harmattan, 1988. — Jean MAITRON, Claude PENNETIER (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, t. 16 à 43 : 1914-1939, Paris, Ed. Ouvrières.
- 2. Documents :** Philippe ARIÈS, « La fidélité de la clientèle communiste » (1956), *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, n° 3, juillet 1984, p. 133-136. — Paul THIBAUD, « Le communisme municipal », *Esprit*, n° 10, octobre 1955, p. 413-423.
- 3. L'apogée de la banlieue rouge :** Jean-Paul BRUNET, *Saint-Denis la ville rouge (1890-1939)*, Paris, Hachette, 1980 ; *Un demi-siècle d'action municipale à Saint-Denis la rouge (1890-1939)*, Paris, Cujas, 1981. — Annie FOURCAUT, *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Ed. Ouvrières, 1986 ; (éd.), *Banlieue rouge, 1920-1960 : Années Thorez, années Gabin : archétype du populaire, banc d'essai des modernités*, Paris, Autrement, « Mémoires » n° 18, octobre 1992. — Jean-Pierre HOSS, *Communes en banlieue, Argenteuil et Bezons*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques, A. Colin, 1969.
- 4. Crise et fin :** François DUBET, *La Galère, jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987 ; « Le communisme français et ses municipalités », *Communisme*, n° 22-23, 1990. — Yves LACOSTE (éd.), *Géopolitique des régions françaises*, t. I : *La France septentrionale*, Paris, Fayard, 1986 ; « Après les banlieues rouges », *Hérodote*, n° 43, 4<sup>e</sup> trimestre 1986.

A. FOURCAUT.

→ ANTICOMMUNISME, DORIOT, FRONT POPULAIRE, GUERRE FROIDE (retombées intérieures), LAVAL, PCF.